

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 23 mai 2024

Selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), le PIB mexicain aurait enregistré une croissance annuelle de 1,9 % au T1 2024, en-deçà des 2 % attendus par le marché.

LE CHIFFRE A
RETENIR

1,9 %

Croissance du PIB
mexicain en variation
annuelle au T1 2024

Il s'observerait ainsi un ralentissement par rapport au T4 2023, où le PIB mexicain enregistrerait une croissance de 2,3 % g.a.

Par rapport à son estimation initiale, l'INEGI a révisé à la baisse ses estimations de croissance des secteurs primaire et tertiaire, à respectivement 0,7 % g.a. (-0,6 pp) et à 2,4 % g.a. (-0,1 pp) au T1 2024. Quant au secteur secondaire, son estimation est restée inchangée à 1,5 % g.a. au T1 2024.

Pour 2024, le consensus de marché table sur une croissance annuelle du PIB de 2,2 %, contre 3,2 % enregistrée en 2023.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'activité économique aurait progressé de +1,7 g.a. en avril (+0,1 % g.m), soit le chiffre le plus bas depuis le début de l'année 2024, selon l'Institut national de statistiques et de géographie (INEGI). En avril, le rythme de croissance des activités secondaires et tertiaires aurait ralenti, enregistrant une augmentation annuelle de 1,6 % et 2,2 % respectivement (contre 2,1 % et 3,1 % en mars). Selon Citibanamex, le manque de dynamisme de l'économie mexicaine en début d'année devrait se prolonger au T2 2024, ce qui entraînerait un ralentissement de l'activité dans les mois à venir.

Selon l'INEGI, l'inflation aurait de nouveau accéléré au cours de la première quinzaine de mai, pour atteindre 4,8 % en rythme annuel (contre 4,7 % fin avril). Avec ces données, l'indice national des prix à la consommation (INPC) a enchaîné trois quinzaines de hausse. De plus, le chiffre de la première quinzaine de mai est le plus élevé depuis la fin du mois de janvier. La résistance de l'inflation au cours des derniers mois est due à l'inflation non sous-jacente, qui a enregistré un taux annuel de 6,3 % à la fin de la première quinzaine de mai, contre 5,7 % à la fin du mois d'avril.

Au cours des 18 derniers mois, le peso mexicain (MXN) s'est apprécié de 18 % par rapport au dollar américain (USD), sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt au Mexique, de l'augmentation des investissements directs étrangers et de l'affaiblissement de l'USD. En octobre 2022, le dollar américain s'échangeait contre 20,1 MXN, avant que le peso mexicain ne commence à gagner du terrain. Ce rapport est passé à 16,5 MXN/USD mi-mai 2024. Le taux de change, selon la parité de pouvoir d'achat, devrait être de 18,5 MXN/USD d'après Banco Base. L'appréciation résulte de l'augmentation des exportations, des envois de fonds, des IDE, ainsi qu'au carry-trade au Mexique par des étrangers voulant profiter du différentiel de taux d'intérêt avec les Etats-Unis.

Les dépenses d'infrastructures de la Commission fédérale de l'électricité (CFE) au cours du T1 2024 auraient connu la plus forte croissance rapportée pour une période similaire depuis trois décennies, avec une augmentation annuelle de 98,4 %, selon le Ministère des Finances. Ainsi, les investissements physiques de la CFE auraient atteint 8,4 Mds MXN (soit 505 M USD), représentant 8 % du total des dépenses de la société au premier trimestre. En outre, les dépenses totales de la CFE enregistreraient une croissance de 7 % g.a au T1 2024. Si les investissements physiques représentent généralement une très faible proportion des dépenses totales, depuis le début de l'année 2024, les dépenses d'infrastructures seraient principalement liées à la maintenance des centrales électriques et au renforcement de l'expansion et de la modernisation du réseau. Toutefois, cette augmentation semblerait insuffisante au regard de la situation actuelle, où le changement climatique et les vagues de chaleur ont entraîné une plus grande demande d'électricité.

Finances publiques

Selon une enquête par Bloomberg, le déficit budgétaire atteindrait 5,2 % du PIB au Mexique en 2024, contre 2,5 % prévus par le Ministère des Finances. En effet, en

L'absence de réforme budgétaire à court-terme, le déficit budgétaire mexicain devrait bondir à des niveaux records en 2024. En outre, selon Citi (qui prévoit un déficit budgétaire de 6,2 % du PIB en 2024), le pays ne serait pas en mesure d'assainir ses finances publiques en 2025 ou 2026, puisque la dette continuerait d'augmenter en raison de conditions moins favorables (faible croissance économique et persistance de taux d'intérêt élevés). L'un des risques principaux pour les finances publiques mexicaines serait lié aux pressions sur les dépenses, notamment dans le domaine social et celui des retraites, qui devraient augmenter en raison de la démographie. Toutefois, selon Citi, en stabilisant les finances de la société Petroleos Mexicanos (Pemex), le Mexique pourrait obtenir jusqu'à deux points de PIB supplémentaires de recettes par an.

Au T1 2024, 11 % du budget aurait été consacré au coût financier de la dette. Le coût financier de la dette fait référence aux paiements que le gouvernement mexicain doit effectuer pour les intérêts, commissions et autres dépenses dérivées de l'utilisation des crédits constituant la dette publique, ainsi qu'aux dépenses correspondant à la restructuration financière. Bien que le coût financier de la dette reste élevé, celui-ci aurait été inférieur de 13 % à celui programmé, et de 3,9 % en termes réels annuels par rapport à la même période en 2023. Selon Gabriel Yorrio, Vice-Ministre des finances, les opérations de refinancement de la dette réalisées entre janvier et mars de cette année auraient généré des économies de 40 Mds MXN (2,4 Mds USD), réduisant ainsi le coût financier accumulé.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 23/05/2024
Bourse (IPC)	-1,78%	+6,23%	56 432,03 points
Change MXN/USD	-0,18%	-6,83%	16,66
Change MXN/EUR	-0,72%	-6,47%	18,03
Prix du baril mexicain	1,81%	+16,63%	74,83

Amérique centrale

Une délégation de 14 entreprises du Medef International s'est rendue au Guatemala, au Salvador et au Honduras. Cette mission d'une semaine dédiée à la découverte des opportunités du Triangle Nord a permis de rencontrer les équipes de la capitale, du

ministère des infrastructures ainsi que celui des finances et de l'agence des PPP au Guatemala. La mission y a notamment pu échanger avec le Président Bernardo Arévalo ainsi que la Vice-Présidente Karin Herrera. Au Salvador, des échanges se sont tenus avec les ministres des infrastructures, des finances et de l'économie ainsi que les principales agences publiques (eau, électricité et transports). Au Honduras enfin, la mission a pu échanger avec le secrétaire privé de la Présidente, les équipes de la Banque centroaméricaine d'intégration économique et des parlementaires. Dans les trois pays, des séquences dédiées au secteur privé et aux bailleurs ont permis d'échanger sur les besoins d'expertise et les projets de ces acteurs.

Costa Rica

Selon l'Institut National des Statistiques et du recensement (INEC), la balance commerciale au premier trimestre présenterait un déficit de 1,73 Mds USD. La valeur totale des exportations au premier trimestre 2024 aurait atteint 4,95 Mds USD alors que les importations constitueraient 6,68 Mds USD.

Guatemala

Les graisses et huiles figureraient parmi les principaux produits d'exportation du Guatemala. La catégorie des huiles alimentaires est devenue le second produit le plus exporté du Guatemala sur les années 2022 et 2023 alors qu'il se positionnait à la 15ème place en 2017-2018. Impulsée par la culture de palmiers qui s'est développée au Guatemala ces dernières années, l'huile est exportée à hauteur de 1,1 Md USD en 2023. Les sécheresses provoquées par les phénomènes naturels el Niño et le manque de travailleurs dans le secteur seraient des défis susceptibles de freiner cette expansion.

Le Guatemala ouvrirait son marché à l'intégration de centrales de production d'énergie renouvelable variable (solaire et éolienne) équipées de batteries. La Commission nationale de l'électricité (CNEE) a approuvé des modifications à 12 normes de coordination, permettant ainsi la réglementation au niveau normatif, de sorte que les systèmes de stockage et le concept de génération hybride autonome (AHG) pour les centrales solaires et éoliennes puissent fonctionner dans le pays.

Les présidents López Obrador et Arévalo **ouvriraient la possibilité d'étendre le Train Maya** au Guatemala. Lors du sommet bilatéral qui s'est tenu à la base aéronavale du secrétariat de la marine dans le Chiapas, les présidents Andrés Manuel López Obrador et son homologue guatémaltèque, Bernardo Arévalo, ont discuté de l'extension du « Tren Maya » et d'une ligne du train interocéanique au Guatemala. Ils ont également convenu d'actions visant à renforcer la sécurité frontalière.

Le président Arévalo démet Jazmín de la Vega, Ministre des Communications, de l'Infrastructure et du Logement (CIV) de ses fonctions. Il s'agit du deuxième ministre démis de ses fonctions en quatre mois de gouvernement. Selon un communiqué de la présidence, la ministre aurait autorisé des paiements à des entreprises de construction en dehors de la procédure de contrôle convenue. Trois des quatre vice-ministres du CIV ont également été remplacés.

Le Guatemala et le Panama ont signé un protocole d'accord pour développer la coopération douanière. L'Intendant Provisoire des Douanes du Guatemala, Edwin Orlando Curtidor, et la Directrice Générale de l'Administration Douanière panaméenne, Tayra Barsallo ont signé en Jamaïque un MoU visant à développer la coopération douanière et l'assistance technique afin de permettre l'échange d'informations, ainsi que de mettre en place des actions de prévention et de lutte contre la contrebande et la fraude douanière.

El Salvador

Le Salvador a levé une partie du voile sur ses réserves de Bitcoin. Le premier pays à donner cours légal au bitcoin en septembre 2021 lance une opération transparence sur ses avoirs en cryptomonnaie, en rendant publiques les transactions sur la blockchain. La démarche est vouée à prouver le sérieux de son adoption comme monnaie légale. Le pays a ainsi lancé un outil en ligne et librement accessible, qui entend faire toute la lumière sur ses stocks de bitcoin et ses achats.

Le risque pays du Salvador serait le plus élevé d'Amérique centrale. Le risque pays s'élève à 728 points de base sur l'Emerging Markets Bonds Index (EMBI) de J.P. Morgan, indice fondée sur le prime de risque relative à celle émise aux Etats-Unis. Le Honduras est le suivant sur cette liste avec 356 points de base, soit près de la moitié. Les autres pays ne franchissent même pas la barre des 300 points : Panama (263), Guatemala (204), République dominicaine (226) et Costa Rica (202).

Le Salvador aurait la capacité d'installer plus de 1 200 MW d'énergie renouvelable. Selon une étude de la Banque centrale de réserve (BCR), qui cite le Centre national de l'énergie (CNE), aujourd'hui disparu, 12 nouveaux projets d'énergie renouvelable seraient à développer à partir de 2025 et 2026 avec des technologies géothermiques, photovoltaïques, éoliennes et de gaz naturel.

Honduras

La dette publique du Honduras s'élèverait à 9,1 M USD au T1 2024. Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), ce chiffre représente une baisse de 3 % g.a. et une diminution de 186,3 M USD par rapport au solde de décembre 2023, en raison de l'augmentation des paiements en capital (271,7 M USD) par rapport aux décaissements reçus (109,7 M USD), couplée à une variation favorable du taux de change qui a réduit le solde de 24,5 M USD.

Le Congrès national approuve l'accord de prêt avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) pour la construction d'hôpitaux. Le Congrès national a approuvé l'accord de prêt entre le gouvernement du Honduras et la JICA pour un montant de 11, 7 Mds JPY, soit 70,2 M USD à un taux d'intérêt de 1,6 % et avec un délai de grâce de 10 ans, pour la construction de deux hôpitaux de traumatologie, l'un à Tegucigalpa et l'autre à San Pedro Sula.

Nicaragua

Les États-Unis viseraient pour la première fois les intérêts russes au Nicaragua en sanctionnant un centre de formation. Le département du Trésor américain a imposé

des sanctions au Centre de Formation de Managua du Ministère Russe de l'Intérieur (RTC), qu'il considère comme un acteur clé de la répression déclenchée par le gouvernement du président Daniel Ortega à l'encontre des voix critiques. Le ministère russe des affaires étrangères a décrit la sanction comme une balle dans le pied, non seulement pour les Américains eux-mêmes, mais aussi pour leurs voisins dans la région.

Le Nicaragua confirme son intention de construire un port en eau profonde dans la région sud des Caraïbes. Le gouvernement nicaraguayen a réitéré son projet de construire un port en eaux profondes à Bluefields, la principale ville de la région autonome des Caraïbes méridionales (RACS), d'une valeur de 600 M USD. L'annonce a été faite par la directrice du secrétariat de la promotion des investissements et des exportations de la présidence, Karina Mejia, lors d'une visite au port de Tianjin, en République populaire de Chine, pays pressenti pour procéder à cette construction.

Panama

L'économiste Felipe Chapman sera à la tête du portefeuille de l'économie et des finances du nouveau gouvernement. Il est actuellement président du conseil d'administration d'INDESA, une entreprise spécialisée dans la recherche et l'analyse économique, après avoir également été directeur de la Bourse de Panama. Le futur ministre a déjà annoncé que la recherche d'un équilibre budgétaire constituerait une priorité et qu'il serait prêt à mettre en œuvre des politiques d'austérité pour y parvenir. Felipe Chapman, souhaite regagner la confiance des investisseurs et des agences de notation en agissant avec responsabilité et prudence pour la proposition de budget.

Le projet de la ligne 3 du Métro de Panama devrait finalement coûter plus de 3,2 Mds USD, contre 2,8 Mds USD prévus initialement. Ce dépassement de 350 M USD serait principalement dû à la modification du parcours de la ligne, qui passera en dessous du Canal de Panama. Onze stations devraient être desservies via les 26 trains prévus par cette ligne.

Le Canal de Panama a augmenté le nombre de transits quotidiens de 24 à 31 navires depuis la semaine dernière. Le phénomène de sécheresse prolongée touchant le pays, couplé aux travaux de maintenance des écluses, avait entraîné la réduction du nombre de navires pouvant transiter sur le Canal à 21 en janvier contre un nombre compris entre 36 et 38 par jour en temps normal. L'Autorité du Canal de Panama prévoit que le manque à gagner entre octobre 2023 et octobre 2024 atteindrait entre 500 M USD et 700 M USD.

L'entreprise Huawei a annoncé avoir choisi le Panama pour son premier « centre de cybersécurité et de transparence » pour l'Amérique latine. Le président de Huawei pour la région justifie ce choix par la position géographique du pays tout en louant la progression du réseau 5G dans le pays, actuellement en test avant l'octroi des concessions aux deux opérateurs cellulaires du pays.

Selon l'ambassadrice de Chine au Panama, les entreprises chinoises seraient particulièrement intéressées par le projet de construction du train Panama-David. En 2019, la Chine avait fourni au Panama une étude de faisabilité pour la construction de la ligne, via l'entreprise China Railway Design Corporation.

Caraïbes

La Commission Européenne allouerait 141 M USD en aide humanitaire pour l'Amérique Latine et les Caraïbes en 2024. Ces fonds devraient être principalement utilisés pour soutenir les citoyens les plus vulnérables et faire face aux catastrophes climatiques et aux crises humanitaires pouvant toucher la région.

Antigua-et-Barbuda

La Quatrième Conférence des petits Etats insulaires en développement débutera à Antigua-et-Barbuda lundi 27 mai. Près de 4 000 acteurs sont attendus, représentants des gouvernements, entreprises et des organisations régionales.

Cuba

La situation énergétique à Cuba, tendue depuis des mois, continue de se détériorer. L'arrêt de plusieurs unités de production d'électricité, en raison de pannes notamment, et les problèmes d'approvisionnement en carburant, ont conduit à une forte contraction de l'offre en électricité. Seulement 60 % de la demande énergétique de l'île peut être satisfaite, ce qui représente plus de 10 heures de coupures de courant par jour en moyenne à Cuba. La société publique Union Electrica a confirmé que la situation devrait s'améliorer début juin avec l'entrée en opérations de la centrale thermoélectrique, à l'est du pays. Les pannes de courant à répétition ne sont pas nouvelles à Cuba. Depuis les années 1990, le pays est en proie à des coupures d'électricité dues notamment à des centrales électriques obsolètes qui datent de l'époque soviétique.

République Dominicaine

Pour l'année 2024, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a révisé à la hausse (+0,4 pts) ses prévisions de croissance pour la République dominicaine, à 4,5 %. Selon ces nouvelles prévisions, le pays serait la quatrième économie de la région en 2024, en termes de croissance économique, derrière Antigua-et-Barbuda (+ 8,2 %), Sainte-Lucie (+ 7,0 %) et Saint-Vincent-et-les-Grenadines (+ 4,6 %). Bien que la CEPAL ait relevé de 0,2 point sa projection de croissance du PIB régional pour 2024 (à + 2,1 %), la croissance anticipée reste faible.

Saint-Christophe-et-Niévès

D'après le FMI, la croissance de l'île aurait ralenti à 3,4 % g.a. en 2023, contre 8,8 % g.a. en 2022, en raison de retards dans les projets d'investissements et de la hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole. Le FMI table sur une croissance économique de 4,7 % g.a. pour 2024. En outre, les perspectives économiques seraient positives grâce aux investissements publics et privés, notamment dans les énergies renouvelables, qui réduiraient les besoins en importations d'énergie et augmenteraient la capacité de production de l'économie. La reprise du tourisme

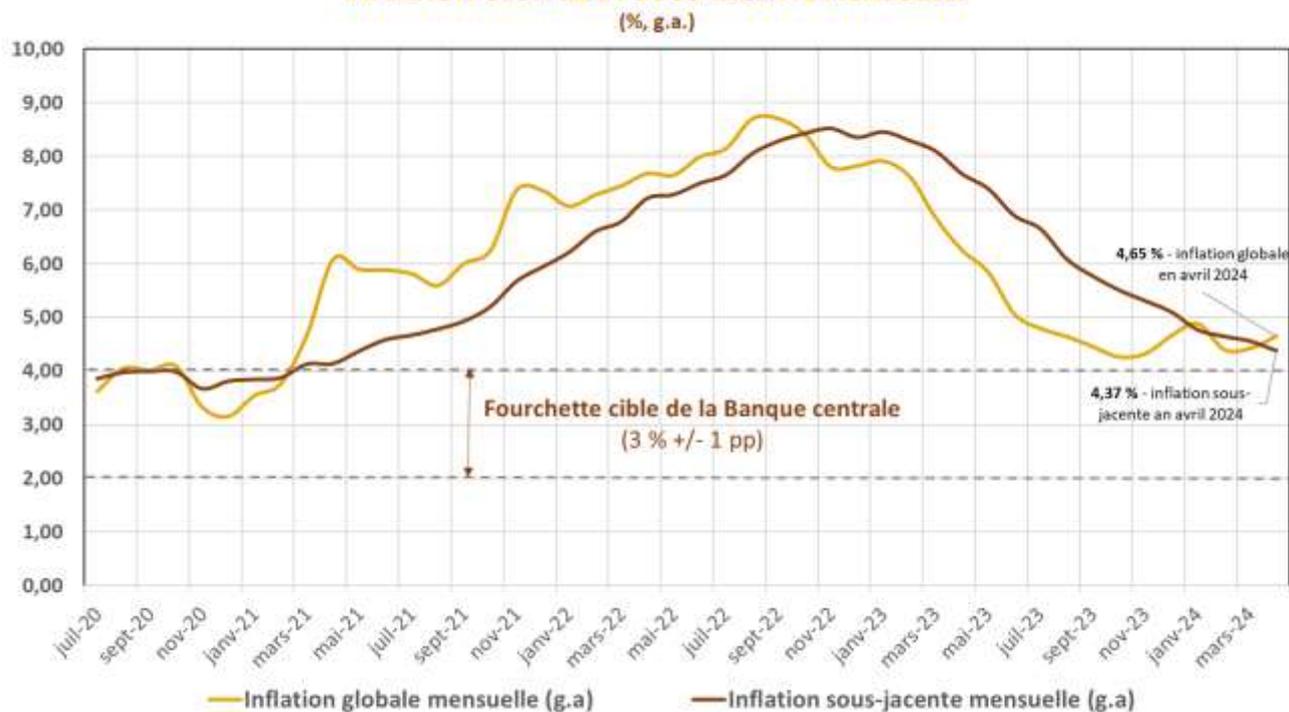
aurait encouragé un resserrement du déficit courant, de 10,9 % à 5,4 %. Néanmoins, le FMI alerte sur la nécessité de renforcer la résilience climatique de l'île en raison de sa forte vulnérabilité et de son exposition à la volatilité des prix des matières premières.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

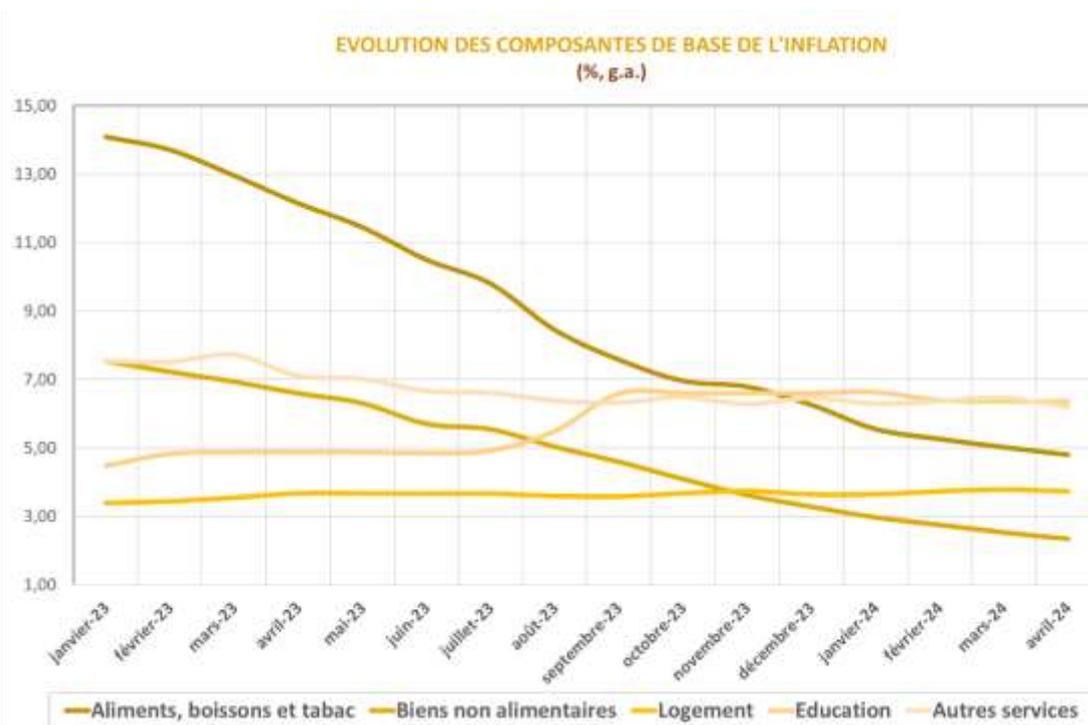
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	- 8,6 %	5,7 %	3,9 %	3,2 %	2,4 %	55,6 %	4 %	11%
Belize	0,5	3,1	-13,7 %	17,9 %	8,7 %	4,7 %	3,4 %	62,9 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	60,6 %	0,3 %	5,75 %
Guatemala	19,4	102	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,5 %	3,5 %	27,6 %	4 %	5,00 %
Honduras	10,7	34,9	-9 %	12,5 %	4 %	3,5 %	3,6 %	44,6 %	4,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,7 %	3,5 %	39,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3 %	84,4 %	0,9 %	--
Haïti	12,4	21,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,9 %	- 3 %	14,9 %	23 %	10,00 %
Jamaïque	2,8	18,9	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,2 %	1,8 %	67,5 %	5 %	7,00 %
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,1 %	1,7 %	--
République Dominicaine	10,8	120	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,4 %	59,5 %	4,2 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

– Annexe Graphique Mexique –

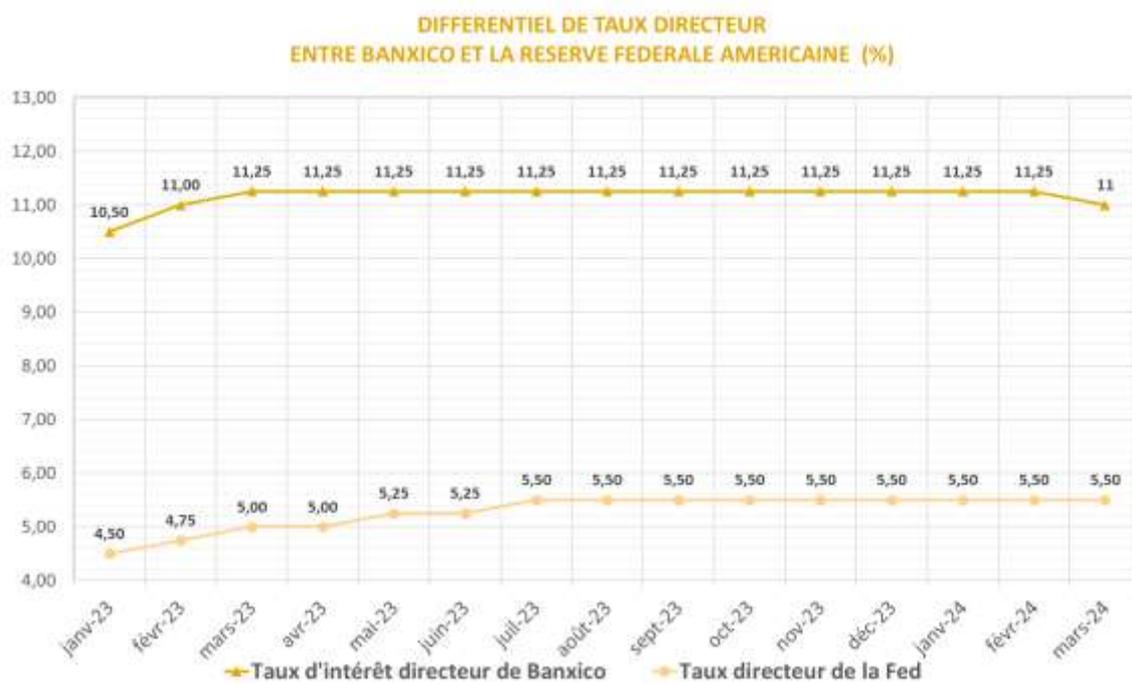
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



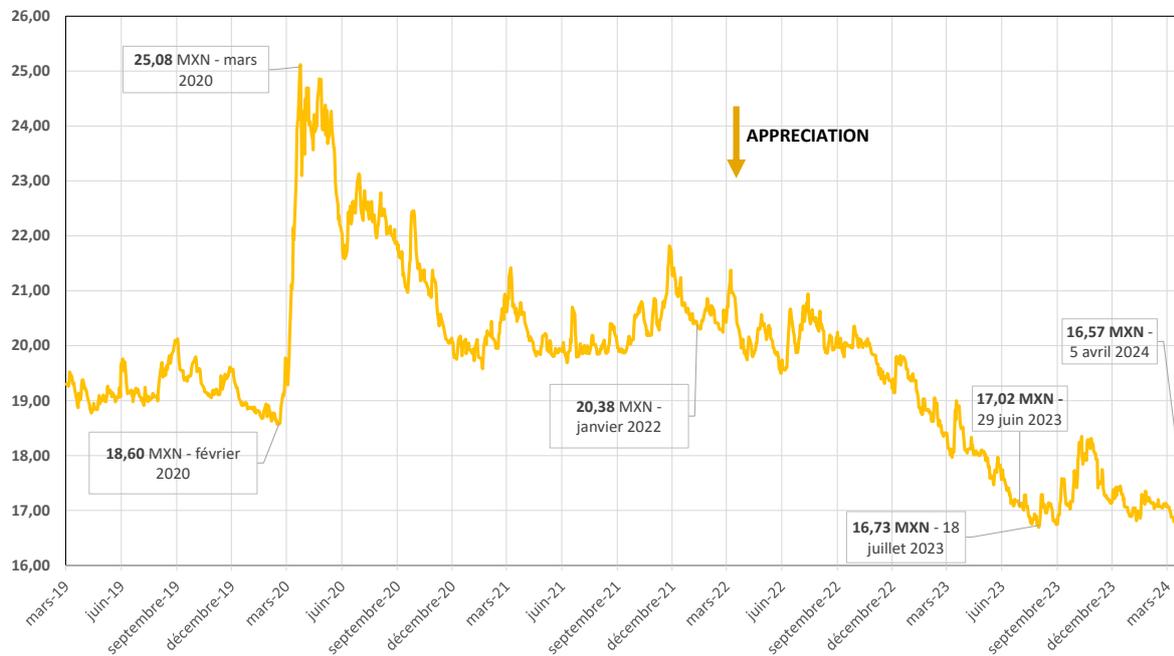
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550

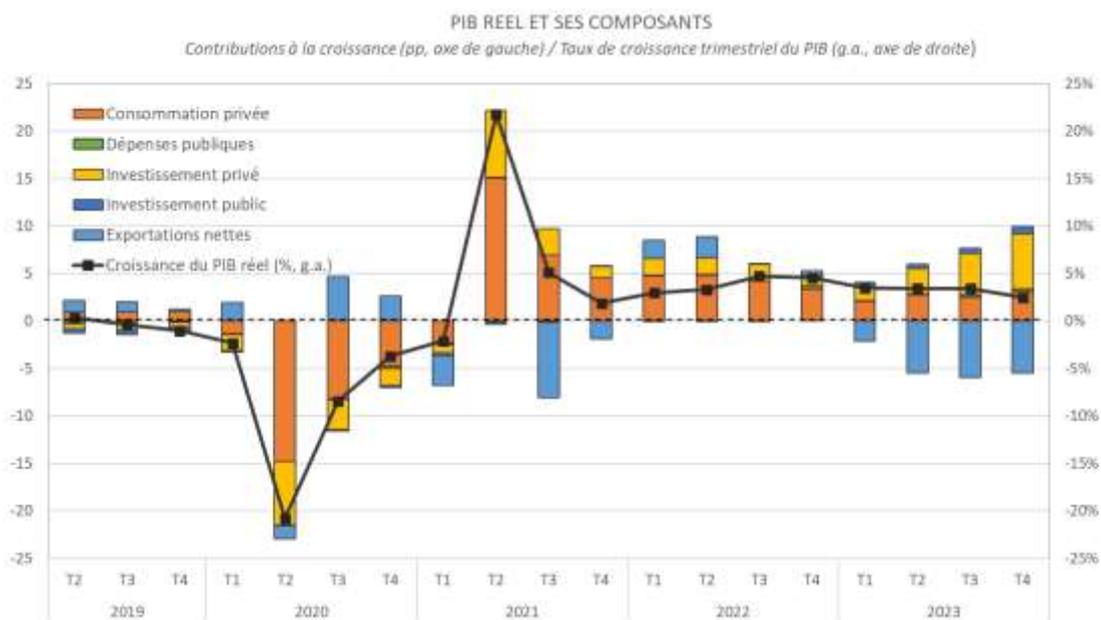
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

(MXN/USD)

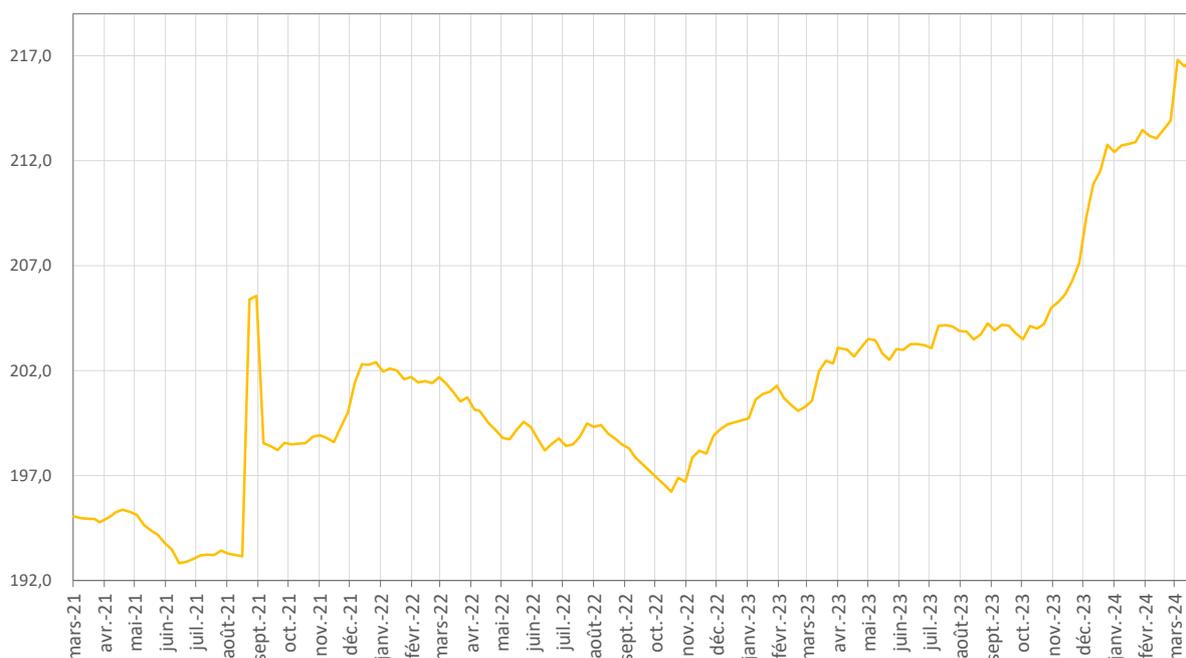


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr